

BUREAU METROPOLITAIN DU lundi 24 janvier 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 4 7</p> <p style="text-align: center;">21MAP13 - PRESTATIONS DE FORMATION RELATIVES A LA SECURITE AU TRAVAIL ET LA PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS -AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
Mme Nathalie BICAIS,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD,
M. Jean-Pierre COLIN,
M. Hubert FALCO, M.
Jean-Pierre GIRAN, M.
Arnaud LATIL, M. Jean-
Louis MASSON, M. Ange
MUSSO, M. Francis ROUX,
M. Christian SIMON, M.
Hervé STASSINOS, M.
Jean-Sébastien VIALATTE,
M. Gilles VINCENT

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 4 7

BUREAU DU 24 janvier 2022

**OBJET : 21MAP13 - PRESTATIONS DE FORMATION
RELATIVES A LA SECURITE AU TRAVAIL ET LA
PREVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L.2123-1, R.2123-1 3°, R.2131-14 et L.2125-1 1°, R.2162-1 à
R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création
de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations
au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal pour avis de la Commission d'Appel d'Offres en date du 21/12/2021,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne un accord-cadre à bons de commande de prestations de formation relatives à la sécurité au travail et la prévention des risques professionnels,

CONSIDERANT que dans le cadre de son plan de formation, la Métropole souhaite répondre aux obligations employeur et aux orientations du CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail) concernant la prévention des risques professionnels par la mise en œuvre de formations à destination des agents métropolitains,

CONSIDERANT que les formations à l'hygiène et à la sécurité ont pour objet de contribuer à la prévention des risques professionnels en donnant aux agents désignés par la Métropole les formations obligatoires liées à la réglementation dans l'exercice de leurs fonctions, dans le cadre des préconisations du Document Unique, mais également d'informer les agents métropolitains des précautions à prendre pour assurer leur propre sécurité, celle des autres agents ainsi que celle des usagers du service,

CONSIDERANT que les prestations sont réparties en 8 lots :

- Lot 1 : Formations CACES et conduite de laveuse-balayeuse,
- Lot 2 : Formations habilitations électriques,
- Lot 3 : Formations permis poids lourds, FIMO et FCO Marchandises,
- Lot 4 : Formations SSIAP,
- Lot 5 : Formations PSE1,
- Lot 6 : Formations SST,
- Lot 7 : Formations CATEC,
- Lot 8 : Formations amiante sous-section 4,

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme de procédure adaptée a été lancée en date du 22/07/2021 avec une remise des offres fixée au 14/09/2021 à 16h00,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été faite auprès du BOAMP, JOUE et de la plateforme de dématérialisation,

CONSIDERANT que 47 dossiers ont été retirés,

CONSIDERANT que 10 plis ont été déposés dans les délais :

- 2 plis pour le lot 1,
- 8 plis pour le lot 2,
- 1 pli pour le lot 3,
- 1 pli pour le lot 4,
- 1 pli pour le lot 5,
- 9 plis pour le lot 6,

Aucun pli n'a été déposé pour les lots 7 et 8,

CONSIDERANT que le groupement solidaire LES CLES DE LA COMPETENCE (mandataire) / LES CLES DE LA FORMATION (co-traitant) a remis une offre incomplète au titre du lot 1, et que son offre a été déclarée irrégulière,

CONSIDERANT que des courriers pour questionnement d'offres anormalement basses ont été envoyés le 07/10/2021, aux candidats ARNIAUD CONSULTEAM, ECF-SUD PREVENTION SECURITE, FORMA PLUS, IFPST pour le lot 2, avec une date limite de réception des offres fixée au 18/10/2021 à 16h00, dont les réponses ont été reçues dans les délais impartis,

CONSIDERANT que seul le candidat IFPST n'a pas répondu au questionnement pour offre anormalement basse au titre du lot 2, et que l'absence de justification entraîne le rejet de son offre pour caractère anormalement bas,

CONSIDERANT que des modifications substantielles doivent être apportées au cahier des charges du lot 6,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres du 07/12/2021, les membres de la commission ont émis un avis favorable à la passation des marchés avec :

- LOT 1 : ECF SUD PREVENTION SECURITE sise à Marseille (13 016),
- LOT 2 : FORMA PLUS sise à Nice (06 200),
- LOT 3 : ECF SUD PREVENTION SECURITE sise à Marseille (13 016),
- LOT 4 : IFPST sise à La Seyne-sur-Mer (83 500),
- LOT 5 : LA PROTECTION CIVILE DU VAR sise à Toulon (83 200),

CONSIDERANT que les candidats présentaient les garanties et capacités, techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que les candidats ne seront attributaires des marchés qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, les marchés ne pourront pas leur être attribués et les demandes seront envoyées aux candidats placés en seconde position,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE DECLARER le lot n°6 sans suite pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 3

DE DECLARER les lots 7 et 8 infructueux car aucun pli n'a été déposé.

ARTICLE 4

D'ATTRIBUER les accords-cadres suivants à :

- Lot n°1 : La société ECF-Sud Prévention Sécurité pour un montant estimatif de 156 905 € HT, étant précisé que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :
Minimum 60 000 € HT ; Maximum 150 000 € HT,
- Lot n°2 : La société FORMA PLUS pour un montant estimatif de 16 335 € HT, étant précisé que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :
Minimum 10 000 € HT ; Maximum 50 000 € HT,
- Lot n°3 : La société ECF-Sud Prévention Sécurité pour un montant estimatif de 60 700 € HT, étant précisé que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :
Minimum 20 000 € HT ; Maximum 65 000 € HT,
- Lot n°4 : La société IFPST pour un montant estimatif de 26 370 € HT, étant précisé que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :
Minimum 8 000 € HT ; Maximum 30 000 € HT,
- Lot n°5 : La société LA PROTECTION CIVILE DU VAR pour un montant estimatif de 2 460 € HT, étant précisé que le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini comme suit :
Minimum 1 000 € HT ; Maximum 5 000 € HT.

ARTICLE 5

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter du 16 février 2022 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure.

ARTICLE 6

DE DIRE que l'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

ARTICLE 7

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2022 (et suivants), chapitre 011, article 6184, service FORMATION.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 24 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 15
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

